



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
19 boulevard Paixhans  
72000 Le Mans

Saint-barthélemy-d'anjou, le  
04/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SYNER'GIE**

6 avenue de Volos  
72100 Le Mans

Références : 2026-303\_SYNER'GIE (EX SOCCRAM)\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006301133

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement SYNER'GIE implanté ZUP des Sablons Rue du Danemark 72100 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNER'GIE
- ZUP des Sablons Rue du Danemark 72100 Le Mans
- Code AIOT : 0006301133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'GIE exploite, en délégation de service public pour Le Mans Métropole, deux chaufferies urbaines : BDH1, constituée de trois chaudières gaz/fioul de puissance totale 39MW et

BDH2, constitué de 2 chaudières gaz de puissance totale 19.5MW.

Les installations sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCPPAT 2018-094 du 26 novembre 2018 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°DCPPAT-2021-0229 du 27 octobre 2021 et n°DCPPAT-2025-0059 du 27 février 2025.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesure périodique des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 27/02/2025, article 3.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 3.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-I & 30	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Vérification des installations électriques – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Ventilation des locaux, événements et parois soufflables	AP Complémentaire du 27/02/2025, article 5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite de février 2026 concernant les installations électriques, les dispositifs de protection contre la foudre et la détection sont réitérés. Le bilan annuel de l'installation devra être corrigé avec les éléments attendus et retransmis à l'inspection. Des éléments justificatifs sont attendus sur le respect des émissions atmosphériques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesure périodique des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/02/2025, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 04/05/2023</li><li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent titre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>[Tableau des fréquences dans l'APC]</p>
<b>Constats :</b>

Pour rappel, lors de la visite du 4 mai 2023, les constats suivants avaient été réalisés par l'inspection :

*La baie d'analyses des chaudières a été vue au cours de la visite du site. Une mesure en continue des paramètres NOx, CO, O2, température, pression et débit est effectuée.*

*Des mesures sur les rejets atmosphériques ont été réalisées par un bureau d'études accrédité COFRAC :*

- en 2023, sur les chaudières 1 et 2 (rapport n°215555-001-1 du 08/03/2023) : température, débit, O2, NOx et CO ;*
- en 2021, sur les trois chaudières (rapport n°21291800-1 version 1 du 18/06/2021) : température, débit, O2, poussières, SO2, NOx, CO, COVNM et HAP.*

*Il est à noter que la pression, prescrite par l'article susvisé, n'est pas analysée.*

*Selon le tableau relatif aux heures de fonctionnement des chaudières (transmis par l'exploitant), celles-ci ont fonctionné en 2022 :*

- 572 heures pour la chaudière 1*
- 982 heures pour la chaudière 2*
- 255 heures pour la chaudière 3*

*L'installation de combustion ayant été exploitée plus de 500 heures en 2022 (1809 heures) , une analyse des paramètres poussières, COVNM, HAP et SO2, pour les 3 chaudières, aurait dû être effectuée. Depuis le début de l'année 2023, l'installation de combustion a été exploitée 1158 heures. Concernant l'installation de cogénération, aucun rapport de mesures sur les rejets atmosphériques n'a pu être consulté.*

*Il est demandé à l'exploitant de :*

*→ respecter la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques.*

*→ effectuer une mesure de l'ensemble des paramètres prescrits par l'article sus-visé, pour les 3 chaudières, en 2023.*

*→ fournir à l'inspection les derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques pour l'installation de cogénération ainsi que le relevé des heures de fonctionnement de celle-ci.*

En amont de la visite du 5 mai 2026, l'exploitant a transmis le bilan annuel de l'installation pour l'année 2025 (cf. constat "suivi, interprétation et diffusion des résultats"). Celui-ci présente la campagne de mesure réalisée par le bureau d'études APAVE sur la période du 11 au 18 mai 2025, sur les 3 chaudières de BDH1 et les 2 de BDH2 (qui remplacent l'installation de cogénération). Les rapports des essais n'ont pas été transmis en annexe du bilan mais ont pu être consultées en salle. Les mesures ont été réalisées sur l'ensemble des paramètres attendus (y compris COVNM, poussières, HAP et SO2). Il est à noter que les essais ont été uniquement réalisés avec une alimentation au gaz, bien que BDH1 puisse être alimenté en fioul - cependant, les chaudières n'ont pas utilisé ce carburant depuis plusieurs années.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des campagnes de calibrage des analyseurs QAL2 avaient eu lieu en début d'année 2026 (fin janvier pour BDH1, mars pour BDH2).

Concernant les heures de fonctionnement, celles-ci n'ont pas été renseignées dans le bilan annuel mais ont pu être consultées en salle :

- ch1 : 836h
- ch2 : 1898h
- ch3 : 1876h
- ch4 : 462h
- ch5 : 317h

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les rapports APAVE des essais sur les 5 chaudières de 2025, ainsi que les rapports de la campagne de QAL2 de 2026 dès réception.

Ces rapports devront systématiquement être joints dans les futurs bilans annuels, et les heures de fonctionnement ainsi que les combustibles utilisés par chaudière devront également y être inclus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Valeurs limites d'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (mg/Nm<sup>3</sup>), les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ;
- à une teneur de 3% en O<sub>2</sub>.

[Tableau des VLE dans l'AP]

**Constats :**

Les valeurs limites de concentration des rejets atmosphériques utilisées pour la comparaison avec les résultats des essais annuels (cf. constat "mesure périodique des émissions atmosphériques") et du suivi continu par les baies d'analyse sont celles inscrites dans l'arrêté préfectoral du site. Elles sont respectées pour les 5 chaudières.

En revanche, le tableau présentant les VLE comporte également un flux maximal annuel pour les composés suivants :

- NO<sub>x</sub> : 11t/an
- CO : 0.5t/an
- COVNm : 0.1t/an
- HAP : 0.2 t/an

<p>Les flux n'ont pas été présentés dans le bilan annuel.</p> <p>L'exploitant suit les NOx et le CO en continu et peut donc être en mesure de fournir le flux total de la chaufferie à partir des données récoltées sur l'année 2025. Les données sont présentes dans l'extraction du logiciel fourni en annexe du bilan annuel, mais uniquement par chaudière.</p> <p>Pour les autres composés, ils ne sont pas suivis en continu et devront être estimés à partir des résultats des essais annuels (en extrapolant à partir des heures de fonctionnement ou du volume d'émissions).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra indiquer les flux totaux de l'établissement des 4 composés pour l'année 2025. Ces informations devront être à l'avenir incluses dans le bilan annuel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 :** App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-I &amp; 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre d'application des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 8.1 :</p> <p>Les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, l'exploitant s'engage à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.</p> <p>Art 30 :</p> <p>Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences fixées à la présente section, des mesures périodiques sont exigées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 20 MW</p> <p>[...]</p> <p>La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 5 mai 2026, les cahiers de chaufferie ont été consultés afin de déterminer si le groupe électrogène, fonctionnant moins de 500 heures par an, avait fait l'objet de mesures périodiques au cours des 5 dernières années.</p> <p>L'installation n'a fait l'objet d'aucune mesure périodique et n'a pas été utilisée depuis plus de 5 ans.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant réalisera une campagne de mesures périodiques sur le groupe électrogène (par exemple lors du prochain test de bon fonctionnement prévu pour cet appareil)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/02/2026</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 9.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres. Un rapport de synthèse est adressé annuellement à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Pour rappel, lors de la visite de mai 2023, il avait été constaté que les rapports mensuels de synthèse, relatifs aux résultats des mesures et analyses, n'étaient pas établis. Aucun rapport de synthèse annuel n'est transmis à l'inspection des installations classées. Le dernier bilan annuel de surveillance dont dispose l'inspection est celui de 2017 (transmis suite à une remarque émise suite à la visite d'inspection du 7 juin 2018).</i></p> <p><i>Lors de la visite du 19 février 2026, l'inspection avait constaté que les rapports mensuels de synthèse ne sont pas réalisés. L'exploitant a la capacité de sortir facilement les données brutes depuis</i></p>



*l'ordinateur de supervision, le logiciel permettant l'export sur une période et avec des paramètres donnés, mais n'inclut pas l'interprétation des résultats, les modifications et les actions correctives. De même, aucun bilan annuel n'a été établi ou transmis depuis la dernière visite.*

Il était demandé à l'exploitant de transmettre le bilan annuel de l'année 2025 et les bilans mensuels de décembre 2025, janvier et février 2026. Le bilan annuel devait faire l'objet d'une mise en demeure mais a été transmis avant signature de l'arrêté.

Par courrier du 2 avril 2026, l'exploitant a transmis le bilan annuel de l'installation pour l'année 2025.

Lors de la visite du 5 mai 2026, l'inspection a informé l'exploitant de plusieurs éléments manquants ou à corriger dans le document :

- identifier les chaudières par leur numéro dans la partie 2.2 ;
- détailler les heures de fonctionnement par chaudière dans la partie 2.3, et pas seulement les périodes de fonctionnement de la chaufferie (cf. constat "mesure périodique des rejets atmosphériques") ;
- indiquer le flux massique annuel par type de polluant (cf. constat "valeurs limites d'émission") ;
- annexer les rapports d'essais réalisés par l'APAVE en 2025 sur les 5 chaudières ;
- pour l'alimentation en eau (partie 4.2), indiquer la consommation réalisée pour les 2 compteurs ("petit débit" nécessaire au fonctionnement de l'installation et "grand débit" qui concerne l'agrandissement et l'appoint du réseau de chaleur)
- rajouter le tonnage par type de déchets, manquant dans la partie 5.1 ;
- rajouter une partie sur le contrôle des installations électriques et foudre.

Par ailleurs, les bilans mensuels demandés à la dernière visite n'ont pas été transmis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection une version du bilan annuel prenant en compte toutes les corrections détaillées à la partie précédente, et prendre en compte ces remarques pour ceux des années suivantes.

Les bilans mensuels demandés à la dernière visite devront également être transmis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Vérification des installations électriques – Suite constat VI 05/06/2020**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/02/2026
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Pour rappel, les constats suivants ont été réalisés par l'inspection lors des dernières visites :

*Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de conserver une trace écrite des mesures correctives prises suite aux vérifications périodiques des installations électriques. Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait indiqué avoir mis en place sur site, un classeur permettant de suivre toute(s) observation(s) ou non-conformité(s) émanant d'un bureau de contrôle, une identification et un traçage des actions correctives étant prévus.*

*Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, l'exploitant avait indiqué que la consignation des actions correctives n'était pas encore faite et qu'il prévoyait la mise en place d'un tableau de suivi. Les rapports de vérification des installations électriques avaient été consultés :*

- 2021 (n°R1388153-003-1) : 3 observations, dont 2 récurrentes
- 2022 (n°1388153-004-1) : aucune non conformité identifiée.
- Les actions correctives effectuées suite à la vérification de 2021 n'avaient pas été tracées (en l'absence du tableau de suivi).

*L'attestation Q18, émise suite à la vérification de 2022, indiquait que l'installation électrique ne présentait pas de risque d'incendie et d'explosion. Cependant, il était précisé que la vérification n'avait été que partielle (pour des raisons d'exploitation et de non accessibilité). Le bureau d'études a indiqué que les compléments nécessaires étaient à réaliser.*

*Lors de la visite d'inspection du 19 février 2026, l'inspection a constaté la mise en place d'un tableau de suivi. Celui-ci comporte tous les suivis réglementaires (notamment installations électriques). En revanche, le suivi des actions correctives demandé en 2020 et 2023 n'a pas été mis en place. Les actions effectuées lors de ces dernières années n'ont pas non plus été retrouvées dans les trois cahiers de chaufferie qui ont été consultés.*

*Les rapports de vérifications ont été présentés lors de la visite et sont récapitulés ci-dessous :*

	BDH 1	BDH2 (anciennement local cogénération)
--	-------	--

2023	4 observations	Pas de contrôle
2024	5 nouvelles observations (celles de 2023 ont été levées) <b>Q18 indiquant que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendies ou d'explosion</b>	1 observation
2025	Pas de contrôle	Q18 sans risques mais partiel

Par arrêté préfectoral n°DCPPAT 2026-0084 du 16 avril 2026, l'exploitant a été mis en demeure :

- de mettre en place un suivi des mesures correctives réalisées sur les installations électriques dans un délai d'un mois ;
- de réaliser un contrôle complet des installations électriques dans un délai de six mois.

Lors de la visite du 5 mai 2026, il a été constaté qu'un tableau de suivi spécifique aux mesures correctives des installations électriques a été mis en place par l'exploitant, indiquant la date et l'organisme d'intervention.

Des contrôles électriques par l'APAVE ont été réalisés entre la visite de février et celle de mai, dont les rapports ont pu être consultés en salle :

- pour BDH1, le rapport comprend 7 non conformités dont 3 récurrentes. Le Q18 associé indique un point pouvant entraîner un risque incendie/explosion (interrupteur non identifié dans le tableau électrique) ;
- le rapport de BDH2 comprend 2 remarques dont 1 nouvelle, et le Q18 associé indique également un point pouvant entraîner un risque incendie/explosion (présence d'huile sur le TGBT).

Les équipements électriques cités dans les Q18 ont été vus lors de la visite. Le tableau électrique de BDH1 comprenait effectivement plusieurs disjoncteurs sans étiquettes. Il n'a pas été constaté de présence d'huile sur le capot du TGBT de BDH2.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra fournir à l'inspection les rapports de contrôle des installations électriques de 2026 et leurs Q18 associés.

Un plan d'action pour remédier aux non conformités doit être établi, notamment pour les deux pouvant entraîner des risques incendie/explosion. L'exploitant devra justifier à l'inspection que les actions mises en place permettent la levée de ces observations.

La mise en demeure est maintenue dans l'attente de la mise en place des correctifs.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 6 : Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/02/2026</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.3.3.1 : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Article 7.3.3.2 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Pour rappel, suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs (facture...) attestant que les travaux relatifs à la foudre avaient été réalisés conformément à l'étude technique de 2016. Par ailleurs, il lui avait été rappelé que l'installation des protections devait faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</i></p> <p><i>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait indiqué que l'installation foudre de la chaufferie était opérationnelle et fonctionnelle (l'attestation d'installation en conformité, du 9 août 2018, relative à la présence de prises de terre paratonnerres sur la cheminée de la chaufferie, ayant été transmise). Il précisait que le paratonnerre de la cogénération était en attente de mise en place de la nouvelle cheminée et que la vérification initiale de conformité serait réalisée une fois les travaux terminés.</i></p> <p><i>Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, les éléments justifiant de la réalisation de l'ensemble des travaux relatifs à la foudre n'étaient pas disponibles, ni le rapport de vérification initiale faisant suite aux travaux.</i></p> <p><i>Le rapport de vérification complète "Foudre" de 2022 a été consulté : trois observations ont été notifiées dont notamment une portant sur l'absence de parafoudres de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie et de la centrale de détection gaz (dispositifs indiqués par l'ARF et l'étude technique de 2016).</i></p> <p><i>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis le rapport relatif à la première vérification</i></p>

complète "Foudre", effectuée le 10 novembre 2020. Il a précisé que les factures relatives aux travaux pour les dispositifs de protection contre la foudre étaient en cours de récupération.

Dans son porter à connaissance de 2024, l'exploitant indiquait que l'analyse du risque foudre et de l'étude technique associée seraient mis à jour avec la transformation de BDH2.

Lors de la visite du 19 février 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection la nouvelle version de l'analyse risque foudre. Celle-ci indique que l'installation d'un paratonnerre sur BDH2 n'est pas nécessaire. Le dernier rapport de vérification date de 2024 et est sans observations (les trois observations du rapport de 2022 ayant été levées). Il n'a pas été précisé si une vérification visuelle a été effectuée en 2025.

Le 3 mars 2026, l'exploitant a fourni par mail le devis et le bon de commande établis en novembre 2023 relatif à la levée des 3 observations du rapport de 2022.

Lors de la visite du 5 mai 2026, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas transmis les éléments attendus (analyse risque foudre et étude technique indiquant la non nécessité d'un paratonnerre sur BDH2 et rapport de vérification de 2024).

Il a indiqué que la prochaine vérification sur BDH1 aurait lieu en 2026, et qu'une inspection visuelle était réalisée les années sans vérification complète. Cependant, cette inspection visuelle n'est pas consignée dans le document de suivi et les rapports n'ont pas été transmis.

Il est rappelé à l'exploitant que les vérifications visuelles doivent être réalisées par un organisme externe et faire l'objet d'un rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La demande de justificatifs de la dernière inspection est réitérée. L'exploitant devra fournir :

- la dernière version de l'analyse risque foudre et l'étude technique associée, qui prennent en compte les modifications de l'ancien local cogénération en BDH2 ;
- les rapports de vérification complète et visuelle de 2024, 2025 et celui de 2026 dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 7 : Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/02/2026
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. [...] L'emplacement des détecteurs est repéré sur un plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Pour rappel, suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de réaliser un plan des emplacements des détecteurs.</i></p> <p><i>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait transmis les plans d'implantation, au niveau de la chaufferie, des détecteurs gaz et détecteurs incendie. Les deux locaux, abritant les chaudières, sont équipés de détecteurs gaz. Les zones à risques du bâtiment "chaufferie" (identifiées lors de la visite 2020 : local BT, local HT, local pompe et locaux des chaudières) sont équipés de détecteurs incendie. Aucun plan relatif à l'emplacement des détecteurs dans le bâtiment cogénération n'avait pu être consulté au cours de la visite de 2023.</i></p> <p><i>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de plan à jour des dispositifs de détection pour le bâtiment cogénération.</i></p> <p><i>Lors de la visite d'inspection du 19 février 2026, l'exploitant a présenté le plan des détecteurs gaz du bâtiment BDH2 (ancien local cogénération). Le plan des détecteurs incendie n'a pas pu être retrouvé.</i></p> <p>Lors de la visite du 5 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan des détecteurs en cours de finalisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La demande de la dernière visite est réitérée. L'exploitant devra transmettre le plan de tous les détecteurs (gaz et incendie) de la nouvelle chaufferie BDH2 dès finalisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Ventilation des locaux, événements et parois soufflables**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/02/2025, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques explosifs</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/02/2026</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

La ventilation assure en permanence un balayage de l'atmosphère des locaux, aux moyens d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air.

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements d'une surface minimale de :

- 30 m<sup>2</sup> pour le local A ;
- 22 m<sup>2</sup> pour le local B ;
- 17 m<sup>2</sup> pour le local de la chaudière 5 ;
- 29 m<sup>2</sup> pour le local de la chaudière 4.
- Les parois sont soufflables avec un bardage double peau.

Ces événements / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

**Constats :**

*Pour rappel, la surface d'événements, qui comprend les murs fusibles creux, les surfaces de ventilation et les trappes de désenfumage a été calculée :*

- pour BDH1, dans le dossier de réexamen déposé en 2019 ;
- pour BDH2, dans le porter à connaissance déposé en 2024.

*L'inspection a constaté la présence des murs fusibles lors de la visite du 19 février 2026, qui se distinguent des parois coupe feu par leur aspect (parpaings au lieu de béton) et le son creux produit. Leur surface a été estimée et semble cohérente avec les dossiers déposés par l'exploitant.*

*Il était demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les photographies des événements (parois soufflables, grilles de ventilation et trappes de désenfumage) de BDH1 et BDH2 et mesurer leurs dimensions.*

Lors de la visite du 5 mai 2026, la présence et la dimension de l'ensemble des événements du bâtiment BDH2 a été vérifiée en présence de l'exploitant et est cohérente avec le dossier de porter à connaissance de 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite